

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle: **28066C**

Inscrit le 4 mars 2011

Audience publique du 13 décembre 2011

**Appel formé par
l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
contre un jugement
du tribunal administratif du 25 janvier 2011 (n° 26924 du rôle)
rendu sur recours de la société anonyme ... S.A., actuellement la société
anonyme ... S.A. en liquidation,
et la société anonyme ... S.A.,
actuellement la société anonyme ... S.A.,
en matière de comité mixte d'entreprise**

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 4 mars 2011 par Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER, agissant en nom et pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, sur base d'un mandat lui conféré le même jour par le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, contre un jugement rendu le 25 janvier 2011 par le tribunal administratif par lequel ledit tribunal a déclaré recevable et fondé le recours introduit le 20 mai 2010 par la société anonyme ... S.A., établie et ayant son siège social à ...inscrite au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro ..., représentée par son conseil d'administration en fonctions, et la société anonyme ... S.A., établie et ayant son siège social à ..., inscrite au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B ..., représentée par son conseil d'administration en fonctions, tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines du 25 février 2010 leur imposant l'institution d'un comité mixte d'entreprise et les obligeant à procéder à l'organisation de l'élection de représentants du personnel au sein de ce comité mixte d'entreprise ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 28 mars 2011 par Maître Annick WURTH, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte des sociétés anonymes ... S.A. et ... S.A., préqualifiées ;

Vu la requête en intervention volontaire déposée au greffe de la Cour administrative le 18 avril 2011 par Maître Sabrina MARTIN, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de Monsieur, en ses qualités de salarié et de délégué du personnel de la société anonyme ... S.A., demeurant à ... ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 22 avril 2011 par le délégué du gouvernement ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Guy ENGEL, demeurant à Luxembourg, du 6 mai 2011, portant signification de la requête en intervention volontaire aux sociétés anonymes ... S.A. et ... S.A., préqualifiées ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 10 juin 2011 par Maître Annick WURTH pour compte des sociétés anonymes ... S.A. et ... S.A., préqualifiées ;

Vu le mémoire supplémentaire déposé au greffe de la Cour administrative le 11 juillet 2011 par Maître Sabrina MARTIN pour compte de Monsieur, préqualifié ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Marc MATHEKOWITSCH et Maîtres Brice OLINGER, en remplacement de Maître Annick WURTH, et Yasmine CHERIFI, en remplacement de Maître Sabrina MARTIN, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 27 septembre 2011 ;

Vu le courrier de Maître Annick WURTH du 14 octobre 2011 et les pièces déposés au greffe de la Cour administrative le 31 octobre 2011 par Maître Sabrina MARTIN portant information des changements des dénominations sociales de la société ... S.A. en ... S.A. et de la société ... S.A. en ... S.A., ainsi que de la mise en liquidation volontaire de la société ... S.A. ;

Vu le courrier de Maître Christian JUNGERS, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, déposé au greffe de la Cour administrative le 7 novembre 2011, portant information qu'il a mandat d'occuper pour la société anonyme ... S.A., anciennement ... S.A., en remplacement de Maître Annick WURTH ;

Vu le courrier de Maître Christian JUNGERS déposé au greffe de la Cour administrative le 15 novembre 2011 pour compte de la société anonyme ... S.A., anciennement ... S.A. ;

Vu le courrier déposé au greffe de la Cour administrative le 18 novembre 2011 par le délégué du gouvernement ;

Vu les courriers des 21 novembre, 29 novembre et 6 décembre 2011 de Maître Sabrina MARTIN pour compte de Monsieur, préqualifié ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Maîtres Philippe NEY, en remplacement de Maître Christian JUNGERS, Yasmine CHERIFI, en remplacement de Maître Sabrina MARTIN, et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline

GUILLOU-JACQUES en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 6 décembre 2011.

Saisi par les délégations du personnel de la société anonyme ... S.A. et de la société anonyme ... S.A., ci-après « *la société ...* », respectivement « *la société ...* », d'un litige les opposant aux dirigeants de ces sociétés à propos de la mise en place d'un comité mixte d'entreprise, le directeur de l'Inspection du Travail et des Mines, ci-après « *le directeur* », prit en date du 25 février 2010 une décision dont le dispositif est libellé comme suit :

« Le Directeur de l'Inspection du travail et des mines, les parties entendues en leurs moyens ;

se déclare compétent pour connaître de la contestation quant à l'instauration d'un comité mixte d'entreprise introduite par courrier du 15 mai 2009 par les délégations des sociétés ... S.A. et ... S.A. ayant toutes deux leur siège social ...,

la déclare recevable,

au fond la déclare fondée,

dit que les deux entités juridiques distinctes ... S.A. et ... S.A. constituent une entreprise unique tombant dans le champ d'application de l'article L.421-1 du Chapitre premier du Titre II du Code du travail,

dit que l'entreprise ainsi formée doit constituer un comité mixte d'entreprise,

dit qu'elle doit procéder à l'organisation de l'élection des représentants du personnel au sein du comité mixte d'entreprise suivant un échancier qui sera communiqué par l'Inspection du travail et des mines (...) ».

La société ... et la société ... introduisirent, par requête déposée le 20 mai 2010, un recours tendant à la réformation de ladite décision du directeur du 25 février 2010.

Par jugement du 25 janvier 2011, le tribunal déclara le recours recevable en la forme, justifié quant au fond et, par réformation de la décision du directeur du 25 février 2010, dit que les sociétés ... et ... ne constituaient pas une entreprise unique tombant dans le champ d'application de l'article L. 421-1 du Code du travail et n'avaient pas à constituer un comité mixte d'entreprise, tout en condamnant l'Etat aux frais de l'instance.

Pour ce faire, le tribunal retint qu'il y a unité économique et sociale de deux sociétés formant une entreprise au sens de l'article L. 421-1 du Code du travail en présence d'une direction commune, si par ailleurs les conditions de travail sont identiques ou du moins similaires, si l'entreprise est formée d'une communauté de salariés permutable à statut social unique et, enfin, si les activités sont identiques ou complémentaires.

Cependant, le tribunal arriva à la conclusion que malgré l'existence d'une direction partiellement commune, le fait qu'une partie du travail administratif de la société ... fût sous-traité à la société ..., et bien qu'une certaine collaboration privilégiée entre ces deux sociétés ne pût être niée, qu'il ne disposait pas de suffisamment d'éléments pour retenir l'existence d'une unité économique et sociale entre les deux sociétés permettant de conclure à l'existence d'une entreprise au sens de l'article L. 421-1 du Code du travail, ceci eu égard plus particulièrement aux différences existant au niveau de la nature du travail et des conditions de travail.

Par une requête déposée en date du 4 mars 2011 au greffe de la Cour administrative, l'Etat a fait relever appel contre ce jugement du 25 janvier 2011.

Par une requête en intervention volontaire déposée en date du 18 avril 2011 au greffe de la Cour administrative, Monsieur, en ses qualités de salarié et de délégué du personnel de la société ..., a déclaré entendre intervenir volontairement à l'instance d'appel introduite par l'Etat.

QUANT A LA RECEVABILITE DE LA REQUETE EN INTERVENTION VOLONTAIRE DU 18 AVRIL 2011

La société ... et la société ... soutiennent que Monsieur ... n'aurait ni qualité, ni intérêt pour intervenir dans l'instance. En effet, un simple salarié, encore soit-il délégué du personnel, n'aurait personnellement pas qualité pour intervenir dans un litige opposant son employeur au directeur ayant pour objet le bien-fondé de la demande en instauration d'un comité mixte commun à deux entreprises. Partant, la requête en intervention volontaire devrait être déclarée irrecevable.

C'est cependant à bon droit que la partie ... soutient, en invoquant les articles 43 et 36 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, que la recevabilité de sa requête en intervention volontaire est à apprécier comme en matière de tierce opposition et qu'il dispose d'un intérêt à agir dans le cadre de la présente instance. En effet, en sa qualité de salarié et de délégué du personnel auprès de la société ..., Monsieur ... a un intérêt évident afin de faire valoir son point de vue quant à l'instauration d'un comité mixte d'entreprise unique auprès des sociétés ... et ..., étant relevé que la décision litigieuse du directeur du 25 février 2010 a été prise sur saisine des délégations du personnel des deux sociétés respectives et que la décision favorable du directeur du 25 février 2010 a été réformée par le jugement du 25 février 2011 dont appel.

QUANT A LA RECEVABILITE DU RECOURS INTRODUCTIF DE PREMIERE INSTANCE DES SOCIETES ... ET ... DU 20 MAI 2010

Dans sa requête en intervention volontaire du 18 avril 2011, la partie ... soulève de son côté l'irrecevabilité du recours introductif initial des sociétés ... et ... pour défaut de signification dudit recours aux parties tierces intéressées, à savoir les délégués du

personnel des deux sociétés en question. Dans ce contexte, Monsieur ... soutient encore que les juges de première instance auraient été tenus d'ordonner d'office cette mise en intervention conformément à l'article 4 (4) de la loi précitée du 21 juin 1999.

Ledit moyen est cependant à écarter.

En effet, si les délégués du personnel sont en l'espèce à considérer comme tiers intéressés en tant que personnes directement intéressées à la solution du litige, il y a lieu de rappeler que l'exigence de la signification du recours sous peine de caducité à la partie défenderesse dans le mois du dépôt ne vise que la seule signification du recours à la personne juridique au nom de laquelle a été posé l'acte ou la décision critiqué, à l'exclusion des parties tierces intéressées (cf. Cour adm. 19 février 2009, n° 24960C du rôle, Pas. adm. 2010, V° Procédure contentieuse, n° 312). Aucune disposition de la loi précitée du 21 juin 1999 ne sanctionne de nullité l'absence de signification d'un recours à une partie tierce intéressée, que ce soit à personne, au domicile réel ou à un prétendu domicile élu. Au contraire, il faut conclure *a contrario* de l'article 4 (2) de ladite loi, qui commine de caducité le recours en cas d'omission de sa signification à la partie défenderesse dans le mois de son dépôt, que l'absence de signification à une partie tierce intéressée n'entraîne aucune conséquence sur la recevabilité de la requête. De toute manière, la disposition pertinente est l'article 29 de la loi précitée du 21 juin 1999 qui dispose que l'inobservation des règles de procédure n'entraîne l'irrecevabilité de la demande que si elle a pour effet de porter effectivement atteinte aux droits de la défense (cf. trib. adm. ord. prés. 27 janvier 2005, n° 19210 du rôle, Pas. adm. 2010, V° Procédure contentieuse, n° 312).

Or, en l'espèce, force est de constater que le point de vue des délégués du personnel a été partagé en première instance par le délégué du gouvernement ayant défendu la décision du directeur du 25 février 2010 et que Monsieur ... a pu développer son argumentation à travers deux mémoires en instance d'appel, de sorte qu'aucune atteinte aux droits de la défense des délégués du personnel des sociétés ... et ... n'est à déceler dans le cadre du présent litige.

QUANT AU FOND

La partie étatique sollicite la réformation du jugement entrepris au motif que les éléments du dossier à la base de la décision du directeur établiraient l'existence d'une unité économique entre les sociétés ... et

Le délégué du gouvernement insiste plus particulièrement sur les considérations que la société ... serait issue de la société ..., que les deux sociétés se trouveraient à la même adresse, que l'activité des deux sociétés serait similaire et complémentaire, que les deux entités seraient dirigées par les mêmes personnes, à savoir Messieurs ... et ... et que le personnel des deux sociétés serait interchangeable, notamment lors de différentes restructurations par le transfert des salariés d'une unité à l'autre, ce qui serait impossible dans des sociétés « *bien distinctes* ». Pour le surplus, au niveau des possibilités objectives des deux entités, il serait possible pour des salariés mobiles d'être affecté en pratique

dans l'une ou l'autre société et il ne serait pas interdit à la société ... de faire le transport de colis et de courrier express ou encore des transports nationaux et dans la réalité la société ... aurait de son côté un besoin de gros porteurs pour ses services. Ainsi, l'étendue des services offerts par les deux sociétés démontrerait la volonté de la même direction d'organiser les deux entités dans un but économique unique. Le représentant étatique donne à considérer que le statut des salariés dans le domaine des transports serait régi par la même convention collective et il serait tout à fait courant qu'une entreprise de transport engage des salariés remplissant des conditions de qualification différentes et ayant des tâches différentes et que partant des dispositions légales diverses régissent l'activité dans ses différents aspects. La partie étatique signale encore qu'en 2009 une publicité commune aux deux sociétés aurait annoncé les mêmes coordonnées (logo, téléphone, fax, adresse e-mail) et que si la société ... ferait contre facturation la comptabilité et certains services de secrétariat et de gestion du personnel pour la société ..., ceci serait un indice phare d'une gestion de groupe constituant une entreprise avec une facturation interne. En résumé, le délégué du gouvernement estime qu'on serait en présence d'une entreprise unique divisée en deux activités, l'une visant le tonnage de plus de 3 tonnes et l'autre celui de moins de 3 tonnes, étant relevé plus particulièrement que la société ... serait revenue plus tard également sur une autorisation de plus de 3 tonnes et aurait également acquis des camions de grand tonnages.

Monsieur ... rejoint en substance l'argumentation de la partie étatique. Il insiste plus particulièrement sur la considération que les deux sociétés se livreraient à une activité identique et complémentaire, à savoir l'activité de « *transports routiers de fret* », tel que cela ressortirait de leurs statuts respectifs, tout en insistant sur les faits que la société ... aurait été créée en 2000 par la société ... pour l'activité de transport de colis express sur le territoire luxembourgeois pour compte du client ... et que la société ... aurait recours aux services de transports de la société ... pour aller chercher des colis-express groupés à l'étranger aux aéroports de Francfort et de Cologne. Pour le surplus, il existerait une unité de direction au sein des deux sociétés constituée par les administrateurs Messieurs ..., ..., ... et la société ... s.à r.l. et toute l'administration du groupe ... serait centralisée sous la direction de Monsieur ... qui diffuserait des communiqués destinés à l'ensemble du personnel.

La partie ... donne encore de nombreux exemples d'interchangeabilité du personnel au sein des deux sociétés, tout en relevant des « *similitudes* » comme des publicités communes aux deux sociétés, le fait que la comptabilité de la société ... soit effectuée par la société ..., les nombreux transferts et mutations au sein des deux sociétés documentant un lien de dépendance étroit ou encore le constat que la partie fixe du numéro de téléphone d'une des deux sociétés soit conciliable avec l'extension des numéros de l'autre société.

Les sociétés intimées demandent la confirmation du jugement entrepris dans toute sa forme et teneur.

La société ... signale qu'elle existerait depuis 1925 et serait une entreprise indépendante où la direction déciderait librement de la stratégie commerciale, que ses camions, peints

en gris clair avec un logo vert et rouge de la société, seraient d'un tonnage entre 12 et 40 tonnes, qu'elle emploierait 105 personnes, dont 52 chauffeurs, 23 magasiniers et 30 salariés dans le service administratif, que ses chauffeurs seraient tous titulaires d'un permis C et D avec comme conséquence que leurs salaires seraient de 7 % supérieurs à ceux ne possédant pas ce permis de conduire.

La société ..., de son côté, déclare avoir été fondée le 1^{er} janvier 2000 à la suite d'un accord de collaboration avec la société ... en vue de la distribution « *express* » à Luxembourg. Elle dépendrait exclusivement de la société ... d'un point de vue commercial, ses activités seraient soumises à la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux et contrôlés par l'Institut luxembourgeois de régulation. Suite à la résiliation d'un contrat de bail pour un local commercial, sis rue de l'Industrie à Luxembourg, elle aurait déménagé en 2008 sur le site de la société Sur les 38 chauffeurs employés, 35 seraient titulaires d'un permis de conduire B. Le salaire de ceux-ci serait entre 5 et 7 % inférieur à celui des chauffeurs de la société Par contre ils toucheraient des gratifications en fonction des résultats réalisés par l'employeur et à côté des chauffeurs elle emploierait encore un gérant administratif, une employée de bureau, un magasinier à plein-temps et un magasinier à mi-temps.

En droit, les sociétés intimées répètent qu'elles ne formeraient pas une unité économique au sens de l'article L.421-1 du Code du travail, étant donné qu'elles ne seraient pas soumises à une direction unifiée et coordonnée, dirigeant une communauté des personnes groupées en équipes, dont les conditions de travail seraient similaires pour l'exploitation d'activités complémentaires s'interpénétrant dans la poursuite de l'objectif économique.

Ainsi, la gestion journalière dans les deux sociétés serait assurée par des personnes différentes et l'administration de la société ... ne serait pas centralisée chez la société ..., sauf la comptabilité qui aurait été sous-traitée et confiée à celle-ci contre rémunération. Pour le surplus, chaque société aurait ses propres coordonnées et les chauffeurs ne seraient pas interchangeables, les quelques transferts de salariés d'une société vers l'autre au fil des années visant uniquement du personnel occupé dans le domaine administratif.

Les sociétés intimées insistent encore sur les conditions de travail très différentes des chauffeurs des deux sociétés, de même que chez les magasiniers, ceux de la société ... faisant des travaux de manutention très lourds pour lesquels ils auraient reçu une formation spécifique. S'il arrivait que la société ... confie une livraison « *express* » en sous-traitance à la société ..., cette pratique serait cependant minime dans le chiffre d'affaires de celle-ci et le fait que la société ... effectue également des transports de marchandises au moyen de camions dépassant un tonnage de plus de 3,5 tonnes lui permettrait de ne plus devoir sous-traiter ces transports à la société

Finalement, les sociétés intimées concèdent que certains services de secrétariat et de gestion du personnel sont sous-traités par la société ... à la société ..., mais elles font remarquer que chaque société disposerait d'une réception et d'une gestion technique séparée.

Indépendamment des mérites des raisonnements respectifs du directeur et des juges de première instance dans leurs décisions respectives, ainsi que des moyens des parties respectives en instance d'appel résumés ci-avant, il y a lieu de relever qu'en la présente matière les juridictions administratives sont appelées à statuer comme juge du fond conformément à l'article L.614-14 du Code du travail renvoyant à l'article 3 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que le recours en réformation est l'attribution légale au juge administratif de la compétence spéciale de statuer à nouveau, en lieu et place de l'administration, sur tous les aspects d'une décision administrative querellée. Le jugement se substitue à la décision litigieuse en ce qu'il la confirme ou qu'il la réforme. Cette attribution formelle de compétence par le législateur appelle le juge de la réformation à ne pas seulement contrôler la légalité de la décision que l'administration a prise sur base d'une situation de droit et de fait telle qu'elle s'est présentée à elle au moment où elle a été appelée à statuer, voire à refaire – indépendamment de la légalité – l'appréciation de l'administration, mais elle l'appelle encore à tenir compte des changements en fait et en droit intervenus depuis la date de la prise de la décision litigieuse et, se plaçant au jour où lui-même est appelé à statuer, à apprécier la situation juridique et à fixer les droits et obligations respectifs de l'administration et des administrés concernés (cf. Cour adm. 6 mai 2008, n° 23341C du rôle, Pas. adm. 2010, V° Recours en réformation, n° 11 et autre référence y citée). - Les parties en cause sont autorisées à compléter leurs arguments respectifs en cours d'instance et à les étayer le cas échéant par des pièces nouvelles (cf. Cour adm. 19 février 1998, n° 10259C du rôle, Pas. adm. 2010, V° Recours en réformation, n° 15 et autres références y citées).

Il s'ensuit que la Cour est tenue d'apprécier la situation de droit et de fait en l'espèce à la lumière des dernières pièces produites par les parties respectives et de leurs conclusions afférentes.

Il se dégage du courrier de Maître WURTH du 14 octobre 2011 et des pièces déposées par Maître MARTIN en date du 31 octobre 2011 que la dénomination sociale de la société ... a été changée le 28 juillet 2011 en ... S.A. et que ladite société, depuis une assemblée générale extraordinaire du 29 juillet 2011, a été dissoute anticipativement et se trouve actuellement en liquidation volontaire avec comme liquidateur Monsieur

Quant à la société ..., la dénomination sociale de celle-ci a été changée lors une assemblée générale extraordinaire du 29 juillet 2011 en ... S.A. Lors de ladite assemblée, l'objet social de la société a été modifié pour pouvoir inclure l'ensemble des activités des sociétés ... et Il ressort par ailleurs du courrier de Maître WURTH du 14 octobre 2011 que le fonds de commerce de la société ... a été cédé à la société ... S.A. et que cette société emploie à l'heure actuelle l'ensemble du personnel des deux anciennes sociétés ... et ..., avec la précision que l'effectif de ce personnel s'élève à plus de 150 personnes.

Il se dégage encore des pièces versées au dossier, et plus particulièrement des courriers de Maître JUNGERS du 15 novembre 2011 et de Maître MARTIN des 29 novembre et 6 décembre 2011, que la société ... S.A. a intégré le groupe ... depuis le 29 juillet 2011 et

qu'en date du 3 novembre 2011, les membres de la délégation du personnel de la société ... S.A. et ceux de la délégation du personnel du groupe ... ont procédé à l'élection des membres du bureau et des fonctions au sein d'une nouvelle délégation unique du personnel pour le groupe ..., composé des sociétés anonymes ... S.A., ... S.A., ... S.A., ... S.A. et ... S.A..

Partant, c'est à juste titre que le mandataire actuel de la société ... S.A. signale que les anciennes sociétés ... et ... n'ont plus de délégation de personnel, celles-ci ayant intégré la délégation unifiée au niveau du groupe ..., tout en relevant que d'après l'article L.422-3.(2) du Code du travail, les représentants du personnel destinés à siéger au sein du comité mixte d'entreprise sont élus par la ou les délégations d'entreprise parmi les salariés occupés dans l'entreprise.

Or, indépendamment de la question de savoir si la société ... S.A. forme une unité économique avec les autres sociétés du groupe ... ou garde une certaine autonomie justifiant l'instauration d'un comité mixte d'entreprise à part, il existe pour le moment une impossibilité pratique à la constitution de pareil comité mixte d'entreprise, à défaut d'existence d'une délégation du personnel spécifique à la société ... S.A., seule compétente pour procéder au vote des représentants du personnel dans ledit comité mixte.

Il s'ensuit que la demande initiale des délégations du personnel des sociétés ... et ... devant le directeur et tendant à voir instaurer un comité mixte d'entreprise au niveau de ces deux sociétés ne peut plus être réalisée d'un point de vue pratique à l'heure actuelle au niveau de la société ..., ayant repris à elle seule les activités et le personnel des sociétés ... et

Partant, et sans devoir se prononcer sur la question de savoir si les sociétés ... et ... formaient avant leur intégration au groupe ... une unité économique au sens de l'article L.421-1 du Code du travail, il y a lieu, bien que pour d'autres motifs, de confirmer les premiers juges dans leur conclusion que les sociétés ... S.A. et ... S.A., en liquidation, anciennement dénommées ... et ..., n'ont pas à constituer à elles-seules un comité mixte d'entreprise.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit tant l'appel du 4 mars 2011 de l'Etat que la requête en intervention volontaire du 18 avril 2011 de Monsieur ... en la forme ;

au fond, les dit non fondés ;

condamne l'Etat aux frais de l'instance d'appel à l'exception de ceux occasionnés par la requête en intervention volontaire de Monsieur ... restant à charge de ce dernier.

Ainsi délibéré et jugé par :

Georges RAVARANI, président,
Henri CAMPILL, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence de la greffière de la Cour Anne-Marie WILTZIUS.

s. WILTZIUS

s. RAVARANI

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 22 novembre 2016
Le greffier de la Cour administrative